

# L'Asie en 2050

Valérie NIQUET

---

LES CARNETS DE L'INSTITUT DIDEROT

# L'Asie en 2050

Valérie NIQUET

RETRANSCRIPTION DES DÉBATS DU 10 JANVIER 2024

---

# Sommaire

## Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 7

## L'Asie en 2050

Valérie Niquet

p. 13

## Questions de la salle

p. 29

## Les publications de l'Institut Diderot

p. 49

---

# Avant-propos

Le XIX<sup>e</sup> siècle fut celui de l'Europe. Le XX<sup>e</sup>, celui de l'Amérique du Nord. Il y a lieu de penser que le XXI<sup>e</sup> siècle, qui approche de son premier quart, sera celui de l'Asie.

Ce ne sont toutefois que des raccourcis, incapables de saisir, ou même de résumer, la complexité mouvante du monde. S'agissant de l'Asie, puisque c'était le sujet du jour, nous avons interrogé l'une de nos meilleures spécialistes : Valérie Niquet, directrice du pôle « Asie » à la Fondation pour la recherche stratégique, rédactrice en chef de la revue « *Monde chinois – Nouvelle Asie* », et autrice de plusieurs livres portant sur la Chine, Taïwan ou le Japon. Et nous lui avons posé, à propos de l'Asie, la question dont nous avons fait notre thème annuel : qu'en sera-t-il en 2050 ?

Notre oratrice a fort légitimement centré son exposé sur la République populaire de Chine, qui aura célébré un an plus tôt (en 2049) son centenaire. Sera-t-elle devenue la première puissance économique et militaire du monde ?

---

C'est ce que souhaitent ses dirigeants et que beaucoup de commentateurs, en Occident, annoncent depuis des années. Non sans de solides raisons : après le marasme et les horreurs de la période maoïste (entre 15 et 50 millions de morts pendant le prétendu « Grand bond en avant », plus d'un million pendant la « Révolution culturelle »), la formidable croissance économique de la Chine, depuis les réformes de Deng Xiaoping, en a fait « la deuxième puissance économique mondiale, devant le Japon depuis 2010 ». Cette croissance, quoique toujours très supérieure à la nôtre, a pourtant fortement ralenti ces dernières années, et pas seulement à cause de la crise de la Covid : la décélération s'explique aussi par le vieillissement de sa population, la corruption, le durcissement du régime, la libéralisation très incomplète de son « économie socialiste de marché » (toujours sous contrôle de l'État, lui-même dirigé par le Parti communiste) et les problèmes structurels de son marché intérieur. Pas question de sacrifier le pouvoir à la croissance, ni pourtant de renoncer à celle-ci, dont dépend la survie de celui-là !

Quant aux relations de la Chine avec le reste du monde, elles ne sont pas moins problématiques : pour ses voisins, mais aussi pour l'Occident, cet immense pays, qui fut longtemps une opportunité, voire une chance, est devenu « une menace ». Valérie Niquet ne croit guère à une intervention militaire de la Chine contre Taïwan (sauf, précise-t-elle, si cette dernière venait à déclarer son indépendance, ce qui lui semble improbable). La montée en puissance de l'armée chinoise, sur terre comme sur mer, n'en est pas moins un fait géopolitique majeur, aux

---

conséquences à la fois incalculables et ambiguës : plus la Chine fait peur, plus ses voisins se tournent vers les États-Unis.

Qu'en est-il des autres puissances régionales ? Le Japon, dont la croissance fut si spectaculaire dans les décennies d'après-guerre, a perdu beaucoup de son allant. Il n'est plus que la troisième ou quatrième puissance économique du monde et semble désormais quelque peu « en panne » : sa population, très vieillissante, tend quantitativement à se réduire et, culturellement, à se replier sur elle-même, « au sein d'une société très confortable » mais vivant beaucoup « sur son passé ». L'Inde, à l'inverse, est en train de se réveiller, même si elle « reste très en-dessous de la puissance économique chinoise » (entre autres parce qu'elle n'a pas bénéficié des mêmes investissements de sa diaspora). Notre intervenante l'imagine difficilement « rejoindre la Chine à l'horizon de 2050 – à moins d'un effondrement chinois, qui reste toujours possible » et qui bouleverserait « tous les équilibres dans la région et au niveau mondial ». L'histoire n'est pas écrite, mais nulle doute qu'elle s'écrira notamment en Asie.

Le débat qui suivit permit à Valérie Niquet de préciser bien des points, que ce soit sur le rôle économique et politique de la diaspora chinoise, si nombreuse et si dynamique, sur l'autonomie et les capacités d'innovation de la Chine, sur sa lutte contre le dérèglement climatique, malgré sa toujours forte dépendance au charbon, sur son autonomie alimentaire, sur le sort de ses migrants ruraux (qui vivent comme des immigrés sans-papiers à l'intérieur

---

même de leur pays), sur son image internationale, qui s'est fortement dégradée depuis les massacres de la place Tiananmen, sur la « Nouvelle route de la soie », qui renforce sa présence dans le monde (même si ses capacités d'investissement tendent à se réduire), mais aussi sur l'Indonésie (« le premier pays musulman dans le monde par sa population »), sur les relations géopolitiques entre la Chine et la Russie, ou sur le rôle de la Chine dans les ravages quasi épidémiques des opiacés aux États-Unis.

Écoutant Valérie Niquet, je me disais que le tableau qu'elle dresse, aussi mesuré fût-il, a quelque chose, pour quelqu'un de ma génération, de rétrospectivement sidérant. Quand j'étais petit, si je peinais à finir mon assiette, ma mère me disait : « Pense aux petits Chinois et aux petits Indiens qui meurent de faim ! » Adolescent, et quoique je ne fusse jamais maoïste, je m'intéressais passionnément au devenir de la Chine communiste, encore si pauvre, si spartiate, apparemment si égalitaire... Et voilà que la Chine compte aujourd'hui « plus de milliardaires que les États-Unis », que l'Inde en compte beaucoup plus que la France, et qu'on s'inquiète de ce que ces deux pays sont devenus tellement plus puissants (non certes plus riches, en tout cas pour l'instant) que le nôtre ! Leçon d'humilité ou d'inquiétude, pour notre pays ? Peut-être. Mais leçon de confiance aussi, pour l'humanité. La pauvreté n'a jamais autant reculé, dans le monde, que ces cinquante dernières années. C'est une bonne nouvelle, malgré les problèmes écologiques, souvent dramatiques, que cela nous pose. On ne va quand même pas regretter que des centaines de millions d'individus soient sortis de

---

la famine et du sous-développement plus vite que nous n'aurions osé l'espérer durant notre jeunesse ! Ce recul de la misère, on le doit en bonne partie à la mondialisation et à de formidables progrès technologiques (ces deux processus étant évidemment liés), mais aussi au rôle que les pays d'Asie ont su y jouer. Tant mieux pour eux. Tant pis pour nous ? Pas forcément, si nous savons nous adapter à ce monde bouleversé, économiquement si performant, politiquement si menaçant, écologiquement si fragile. À la France de s'en donner les moyens (aussi bien économiques qu'institutionnels et militaires), dont je ne doute pas, pour ma part, qu'ils passeront de plus en plus – ne serait-ce que pour des raisons d'échelle – parce que Paul Valéry appelait « un petit cap du continent asiatique », autrement dit par l'Europe.

André Comte-Sponville  
Directeur général de l'Institut Diderot



---

# L'Asie en 2050

## en 2050

Le principal point d'interrogation, pour qui veut imaginer ce que sera l'Asie en 2050, porte, évidemment, sur la Chine. La Chine est au cœur de tout un réseau d'échanges commerciaux et économiques qui font que l'Asie, depuis la fin des années 1970, tire la croissance mondiale. Le taux de croissance moyen pour la région est actuellement autour de 5 %, et la Chine reste au cœur de cette dynamique.

La date retenue comme horizon par l'Institut Diderot, 2050, est aussi un jalon important pour la République populaire de Chine. Ayant été proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1949, 2050 marquera son centenaire. Sera-ce le triomphe du modèle chinois, du socialisme aux couleurs de la Chine? La Chine sera-t-elle à la première place en 2050? C'est l'ambition affichée par Xi Jinping, le dirigeant chinois. Mais certains commencent à douter de ce qui, il y a quelques années, paraissait comme une évidence.

---

Bien évidemment, la Chine a connu en moyenne, depuis la fin des années 1970 et le début de la politique de réforme mise en place par Deng Xiaoping, un taux de croissance particulièrement impressionnant, largement supérieur à 10 %, frisant parfois les 20 % annuels dans certaines provinces – les grandes provinces du Sud, ces zones économiques spéciales mises en place autour de Shenzhen, de Hong Kong, qui restent le cœur de la dynamique économique chinoise contemporaine. Cette sortie du marasme dans lequel l'avait plongée la période maoïste a été impressionnante. La libération des moyens de production, la levée des contraintes qui pesaient dans les campagnes et les villes ont donné ces taux de croissance absolument formidables qui ont fait de la Chine la 2<sup>e</sup> puissance économique mondiale, devant le Japon depuis 2010 – ce qui a été un traumatisme pour ce dernier.

La Chine, cependant, depuis le milieu des années 2010, avant même la Covid, se trouve confrontée à plusieurs difficultés qui pèsent sur sa croissance, et qu'elle a énormément de mal à résoudre, en raison de la nature de son système politique.

En dépit de l'ouverture économique, la dictature du Parti n'est pas remise en cause, elle est inscrite dans la Constitution, et les dirigeants chinois, Xi Jinping le premier, arrivé au pouvoir en 2012, à la tête du Parti, et en 2013, à la tête de l'État, ont comme priorité la survie du système politique chinois. Le contre-modèle qu'ils ont en tête, c'est l'effondrement du système soviétique en URSS. Il faut partir de là pour comprendre la stratégie

---

de reprise en main à la fois économique et idéologique mise en place sous Xi Jinping, par exemple ces campagnes de lutte contre la corruption qui n'ont pas cessé depuis dix ans. Le pouvoir entend conserver un contrôle extrêmement strict à la fois sur la société, sur l'idéologie, et lutter contre la contamination des idées libérales, dénoncées comme strictement occidentales, et pas universelles. On a ainsi assisté à une reprise en main des très grandes entreprises chinoises, par exemple Alibaba, dont Jack Ma, le dirigeant, a dû se débarrasser de quasiment toutes ses activités et vit maintenant entre la Chine et l'étranger, notamment au Japon. On a vu de nombreuses arrestations de dirigeants de très grandes entreprises. Cette reprise en main a notamment visé le secteur de la haute technologie, dont les entreprises s'autonomisent, avec des moyens de plus en plus conséquents, ce qui inquiète fortement les dirigeants chinois, qui ont voulu reprendre en main le contrôle économique par l'État des plus grandes entreprises.

Il y a là un obstacle à une véritable transformation de l'économie chinoise, qui explique en partie pourquoi, aujourd'hui, la croissance chinoise arrive difficilement à atteindre l'objectif défini par avance, en général tous les ans, au printemps, qui devait être cette année autour de 5 %, ce qui sera le cas, mais péniblement. Il faut en outre bien voir que, pour la Chine, une croissance à 5 %, qui nous paraîtrait tout à fait honorable, n'est pas suffisante pour assurer une réorientation de l'économie vers la consommation intérieure et une croissance plus verte, moins gourmande en énergie, moins gourmande en matières

---

premières et moins tournée vers les exportations. Ce n'est pas du tout cette direction que prend la Chine. Après plus de 40 ans de réformes, les capacités de consommation de la population chinoise restent anormalement basses, avec pour conséquence que la Chine se tourne à nouveau vers ce qui a permis sa croissance à deux chiffres, donné une légitimité au Parti communiste et une stabilité sociale : la production industrielle tournée vers les exportations. On le voit dans de nouveaux secteurs, notamment les véhicules électriques, dont la Chine est devenue un des premiers producteurs et exportateurs dans le monde, avec de grandes entreprises comme BYD, par exemple. L'accent est mis sur la production, ce qui permet aussi de lutter contre une autre inquiétude, le chômage, qui n'est vraiment mesuré que pour la population urbaine – ce qui écarte les 60 % de la population qui vivent encore à la campagne, ainsi que ceux que l'on appelle en Chine les migrants de l'intérieur, c'est-à-dire des gens qui n'ont pas l'autorisation, officiellement, de s'installer en ville, mais qui le font, depuis déjà des dizaines d'années, sans avoir accès aux droits sociaux qui sont liés à la domiciliation. La Chine, en effet, pratique ce qu'on trouvait aussi en Union soviétique, le passeport intérieur, le *hukou*, qui autorise à vivre et travailler sur votre lieu d'origine, mais pas dans les grandes villes si vous n'y êtes pas né. Cette immigration intérieure existe, cependant, c'est même un moteur de la croissance chinoise. Mais elle n'a pas les mêmes droits et donc sa capacité à consommer est extrêmement réduite. D'autant plus que, d'une manière générale, le système social chinois est extrêmement limité : retraite faible, coût de l'éducation très élevé, indemnisation du

---

chômage qui n'a rien à voir avec ce qu'on peut connaître dans nos sociétés.

Face à ces problèmes structurels du marché intérieur, la Chine est donc contrainte, pour tirer sa croissance, d'en revenir à l'exportation, pas tant vers les pays en développement, qui ne sont pas du tout suffisants pour absorber les surcapacités de production de la Chine, mais vers les pays développés, et notamment vers l'Union européenne, qui reste un marché relativement ouvert, en dépit des contraintes qu'on tente de mettre en place – par exemple les règles que la France et d'autres souhaitent appliquer concernant les véhicules électriques. Le risque pour la Chine est de voir se fermer les marchés gigantesques auxquels elle avait eu accès depuis son entrée à l'OMC (Organisation mondiale du commerce), ou avec les fameuses Routes de la soie, dont on a beaucoup parlé, qui étaient aussi une manière d'exporter les surcapacités d'investissement chinoises dans la construction d'infrastructures. Tout ceci se referme. L'Asie du Sud-Est et les pays du « Sud global », certes, restent ouverts, mais ça n'est pas un marché suffisant pour absorber massivement les produits chinois. Les États-Unis, en revanche, ont tendance à appliquer des règles de plus en plus strictes sur les importations et les investissements chinois. On voit émerger dans l'Union européenne une volonté de revenir sur le statut accordé à la Chine de pays en voie de développement, qui autorisait un accès aux marchés de l'Union, alors que la Chine est aujourd'hui la 2<sup>e</sup> puissance économique dans le monde.

---

À ce tableau économique, il faut ajouter le positionnement de Xi Jinping. Comme cela a été dit, celui-ci se donne comme priorité la survie du Parti communiste, avec deux axes. Premièrement, l'économie : Xi Jinping ne fera rien qui limiterait la croissance chinoise, donc qui entraverait les exportations, dans un monde qui se referme. Deuxièmement, un nationalisme exacerbé, un discours d'affirmation de la puissance chinoise, en particulier sur le plan régional. Ce nationalisme, contrairement à ce qu'on peut entendre ici ou là, n'implique pas, selon moi, une action militaire et une guerre à venir entre la Chine et les États-Unis. Je ne fais pas partie de ceux qui pensent que la Chine est prête à envahir Taïwan, parce que ses capacités militaires sont insuffisantes et que les risques pour le régime seraient trop grands. En revanche, il y a bien une affirmation de puissance de la part de la Chine. Xi Jinping a estimé, à son arrivée au pouvoir, et parce qu'on le lui a aussi beaucoup dit à l'extérieur, que la Chine était devenue désormais une très grande puissance et qu'elle pouvait imposer sa volonté dans l'ensemble de sa région, sans provoquer de réactions qui entraveraient ses ambitions. Ce discours nationaliste, qui est aussi un discours de rejet du modèle occidental, de coalition de ce qu'on appelle le Sud global, face à l'Occident, a beaucoup fonctionné, notamment grâce à la principale arme du *soft power* à la chinoise, les capacités de décaissement des investisseurs chinois. Mais on commence à atteindre une limite, par exemple en Afrique : les investissements chinois, au milieu des années 2010, étaient annuellement supérieurs à 20 milliards équivalent dollars ; aujourd'hui, les promesses étaient à peine en dessous du milliard de

---

dollars. La Chine a ainsi moins de moyens d'action à l'extérieur et dans sa propre zone. Dans le même temps, elle a suscité des inquiétudes, avec pour résultat un rapprochement des pays de la région avec les États-Unis. L'attitude des voisins de la Chine est de continuer à bénéficier des opportunités offertes par la puissance chinoise, notamment d'un point de vue commercial, car la Chine reste au cœur des échanges commerciaux dans la région ; en même temps, se rapprocher stratégiquement des États-Unis, besoin qui n'était pas aussi présent avant l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping car la Chine ne faisait pas peur. Pour ses voisins, mais aussi pour l'Occident, la Chine, d'opportunité, est devenue une menace. Il y a affirmation de puissance par des moyens militaires, pression indirecte, notamment en mer de Chine méridionale où les incidents sont nombreux, avec pour résultat que les Philippines, qui étaient plutôt proches de la Chine, se sont à nouveau précipitées dans les bras des États-Unis. De même, le Japon et la Corée du Sud, dont les économies sont totalement imbriquées dans l'économie chinoise, craignent la Chine. Cela a renforcé l'alliance traditionnelle entre les États-Unis et le Japon, qui se prépare militairement, même si ses capacités d'action sont très limitées. Le rôle de protecteur joué par les États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale se renforce en raison de cette inquiétude éprouvée par ses voisins à l'égard de la Chine.

Autre point interrogation sur l'avenir de la Chine, la question démographique. On parle beaucoup de la démographie au sujet du Japon, de la Corée du Sud, où les taux de natalité sont très bas, mais c'est un problème

---

auquel la Chine est aussi confrontée, à la suite de la politique de l'enfant unique mise en place par Deng Xiaoping à la fin des années 1970. La Chine est en train de devenir trop vieille, notamment dans les villes, avant d'avoir les moyens de prendre en charge cette population vieillissante. Le problème se pose d'autant plus que l'économie ralentit, et les autorités incitent maintenant les femmes, les familles, à avoir deux ou trois enfants, mais ça ne fonctionne pas. Car la Chine est arrivée à un niveau de développement, dans les villes, où avoir un enfant coûte extrêmement cher. Beaucoup de femmes, dans les villes, ne veulent pas d'enfant, ou un seul. Les migrants intérieurs, qui ont été évoqués plus haut, pourraient peut-être souhaiter plus d'enfants, mais ceux-ci n'ont pas du tout les mêmes droits que les enfants qui disposent d'un passeport intérieur urbain : ils n'ont pas accès à la même scolarité, ils ne peuvent pas passer leurs examens universitaires dans les villes, ce qui, combiné au statut précaire des parents, a pour résultat que ces derniers ne font pas d'enfants. Et quand il y a des enfants, ceux-ci sont abandonnés dans les villages chez les grands-parents ou les oncles.

Il y a vraiment un véritable blocage de croissance démographique pour la Chine, dont certains prévoient que sa population pourrait diminuer d'une manière extrêmement rapide avant même la fin de ce siècle. C'est un problème, puisqu'un des moteurs de la croissance chinoise a été sa main-d'œuvre relativement qualifiée et massive, qui a tendance aujourd'hui à diminuer, avec par conséquent une augmentation des coûts et des phénomènes



---

de délocalisation vers d'autres pays en Asie du Sud ou du Sud-Est.

Une autre incertitude est la loyauté à l'égard du régime. On parle beaucoup du fait que Xi Jinping est sans doute le plus puissant dirigeant chinois depuis Mao Zedong. Dès son arrivée au pouvoir, il a mis en place une politique de lutte contre la corruption, considérée comme la cause des faiblesses internes du fonctionnement du Parti communiste. Mais la réalité est que cette corruption est systémique. Sans changement du système, il sera difficile de remédier à la corruption. Il faut bien voir qu'en Chine, aujourd'hui, entrer au Parti communiste, ce n'est pas « servir le peuple », pour reprendre le grand slogan du régime. En réalité, c'est intégrer une sorte de « superclub » qui permet d'avoir accès à des positions privilégiées et des prébendes. Être au parti, c'est avoir la main sur les autorisations et les financements. La tentation de la corruption est constamment présente, mal équilibrée par un système légal sans indépendance de la justice. L'enrichissement absolument extraordinaire d'un certain nombre de Chinois (la Chine compte plus de milliardaires que les États-Unis) est aussi celui de nombreux membres des classes dirigeantes, grâce à ces phénomènes de corruption qui sont partie intégrante du fonctionnement du Parti communiste chinois aujourd'hui. Xi Jinping a lancé de grandes campagnes de lutte qui ont touché plusieurs millions de personnes en Chine, ce qui a eu comme premier effet de paralyser le fonctionnement, y compris économique, dans les provinces, parce que tout le monde s'est mis à avoir peur du moindre mouvement et de la

---

commission d'inspection de la discipline, qui terrorise les fonctionnaires et les cadres du parti. Il y a eu paralysie, mais ça n'a pas supprimé les phénomènes de corruption. La question de la loyauté des cadres du régime se pose, y compris au cœur de ce qui fait la puissance du Parti communiste en Chine, notamment à l'extérieur, l'armée. Depuis cet automne, le ministère des Affaires étrangères, ancien ambassadeur de Chine aux États-Unis, nommé directement par Xi Jinping, a disparu. Pareil ensuite pour le ministre de la Défense. Récemment, c'est au moins une douzaine d'officiers de l'Armée populaire de libération, au sein de la Force des lanceurs, responsable des missiles balistiques et la force nucléaire, qui a disparu. Il ne s'agit probablement pas d'élimination, mais ces gens ont perdu leurs fonctions et on ne sait pas ce qu'ils sont devenus.

Ces campagnes de lutte contre la corruption ne se terminent pas, signe qu'elles sont relativement peu efficaces. Il y a aussi eu quelques manifestations, ce qui est extrêmement rare en Chine, à la fin de la période de la Covid, en raison d'un contrôle total extrêmement sévère de la société. Le pilotage de la société et de l'économie chinoise, contrairement à l'image qu'on peut parfois en avoir à l'extérieur, est peut-être moins efficace qu'on le croit.

Il faut, enfin, revenir sur les risques de conflit militaire. Comme je l'ai dit, je ne crois pas, pour l'instant, à une intervention militaire chinoise contre Taïwan. Le 13 janvier 2024, Lai Ching-te, du Parti DPP, qui rejette le principe

---

d'un rattachement à la RPC, a été élu président de la République de Taïwan, à la suite de Tsai Ing-wen, élue en 2016 puis reconduite en 2020, qui appartenait à la même formation. Mais cela ne signifie pas que Taïwan va déclarer l'indépendance. Déjà parce que le même parti a perdu sa majorité absolue aux législatives tenues au même moment. Et, surtout, parce que le parti indépendantiste à Taïwan est en réalité extrêmement prudent et responsable. Il sait qu'une déclaration formelle d'indépendance de Taïwan obligerait la République populaire à réagir, puisque Pékin proclame depuis 1949 que Taïwan lui appartient. Il n'y aura donc pas de changement majeur à la suite de cette élection. Les autres partis significatifs (rappelons que, depuis les années 1980-1990, il y a une démocratie qui fonctionne parfaitement à Taïwan, avec des alternances politiques), sans être indépendantistes, ne sont pas non plus favorables à un rattachement de Taïwan à la Chine, qui n'est souhaité que par 5 % de la population. Certes, le Kuomintang (parti nationaliste) est plutôt favorable à l'idée qu'il n'y a qu'une seule Chine. Ils sont d'accord sur ce principe, à la différence du Parti DPP. Mais, d'une part, c'est Taïwan qui, pour le Kuomintang, représente la Chine, sous son nom de République de Chine, héritière de la première révolution de 1911. Et la Chine s'est comportée d'une manière tellement maladroite après le rattachement de Hong Kong que cela a écarté l'idée d'un rapprochement politique. Les partis non-indépendantistes sont en revanche plutôt favorables à une reprise de liens économiques plus étroits avec le Continent. En tout état de cause, il n'y aura pas de changement majeur à la suite des élections

---

présidentielles et législatives de 2024 à Taïwan. De l'autre côté du détroit, je vois très mal la Chine se lancer dans une opération militaire. D'abord parce que la Chine, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, est confrontée à des problèmes économiques, sociaux, voire politiques, qui font que la priorité du Parti communiste, s'il veut se maintenir au pouvoir, est son développement économique. La Chine a encore des besoins considérables en matière de développement pour assurer une stabilité politique et sociale sur son propre territoire. La seule source de l'adhésion de la population chinoise au Parti communiste, c'est la capacité de celui-ci à assurer un minimum de développement. Le but du Parti, par conséquent, n'est certainement pas de se lancer dans une opération militaire compliquée, avec franchissement d'un détroit, et surtout une probable confrontation, potentiellement catastrophique, avec les États-Unis. Donc je n'imagine pas du tout un conflit demain entre Taïwan et la Chine, sauf si Taïwan déclarait l'indépendance. Mais, encore une fois, cela me paraît très improbable.

Ceci conduit naturellement à la question des relations entre la Chine et les États-Unis. Cette relation est extrêmement tendue. Non pas, même s'il en est question aux États-Unis, en raison d'une rivalité frontale pour le *leadership* mondial. Je pense que la Chine n'a pas les moyens actuellement – ni l'envie – de devenir une hyperpuissance, gendarme au niveau global, et gestionnaire du système international comme le sont encore les États-Unis. Le poids de la Chine sur la scène internationale est extrêmement important, en raison de son poids écono-

---

mique, mais en matière de capacité d'action, son importance est relativement limitée et centrée sur ses propres intérêts : accès aux marchés, aux sources d'énergie et sécurisation des voies de communication. C'est cela qui importe pour le pouvoir chinois, pas de dominer le monde et d'être responsable à la place des États-Unis.

La rivalité entre les deux pays existe cependant, parce qu'en Asie, comme je l'ai indiqué, la Chine fait peur et que, par conséquent, ses voisins se tournent de plus en plus vers les États-Unis. Le Japon, les pays d'Asie du Sud-Est, veulent à la fois faire des affaires avec la Chine, mais en même temps être protégés par les États-Unis. La Chine aimerait retrouver une sorte d'harmonie supposée traditionnelle où elle serait naturellement acceptée comme autorité incontestée dans sa propre zone, mais les pays de sa propre région ne sont pas sur cette ligne et, au contraire, en appellent à une force d'équilibre extérieure, la puissance américaine.

Qu'en est-il de ses voisins? Le Japon est la troisième économie du monde (il est passé récemment derrière l'Allemagne, en raison des taux de change, le yen étant extrêmement bas en ce moment). Mais, pour y séjourner quasiment tous les ans depuis longtemps, on sent que le Japon est en panne. C'est un pays riche, extrêmement confortable à vivre, mais confronté à de très importants blocages. Le Japon a du mal à rester dans la course en matière d'innovation, il a un problème de renouvellement de la classe politique et de très importants blocages sociétaux. La place des femmes, comme en Corée

---

du Sud, évolue extrêmement peu. Le Japon est ainsi très en retrait, en matière d'investissements et de présence sur la scène internationale. Il y a certes des tentatives de relocalisation en vue de relancer la machine industrielle japonaise, qui a beaucoup reculé. Par exemple, TSMC, le géant taiwanais des semi-conducteurs, va ouvrir sur Kyushu une méga-usine de puces électroniques, dans le cadre d'une politique des autorités japonaises visant à relancer cette industrie où le Japon était en pointe. Mais, dans un secteur majeur, l'industrie automobile, le Japon a beaucoup de mal à prendre le virage des véhicules électriques. Le Japon vit beaucoup sur son passé. Sa société est très repliée sur elle-même, elle est peu internationalisée, parlant toujours assez peu l'anglais. Les étudiants sont de moins en moins tentés par des études ou des séjours à l'étranger qui ne leur apportent absolument rien en termes de carrière, au contraire. Typiquement, au Japon, un élève d'une très grande université, l'Université de Tokyo par exemple, est recruté durant sa troisième année lors des campagnes qui ont toutes lieu au mois d'avril, dans l'administration ou une grande entreprise, où il fera toute sa carrière à sa sortie de l'Université, un an plus tard. Pour cette élite, interrompre ses études pour aller étudier aux États-Unis ou ailleurs ne débouchera que sur la perte d'opportunité d'être recruté à la fin de ses études. À côté de ça, il y a un ensemble de plus en plus important de précaires qui ne sont pas embauchés à vie, avec un niveau de vie qui a tendance à diminuer. Dans tous les cas, la tendance est plutôt le repli, au sein d'une société très confortable. Cette société japonaise, très vieillissante à l'horizon 2050, avec plus de

---

30 % de jeunes qui n'ont envie ni de se marier ni d'avoir des enfants, ne donne pas une image de pays dynamique pouvant s'imposer sur la scène internationale. A l'horizon 2050, la question est plutôt de savoir comment les choses vont s'étioler.

Je conclurai sur un autre pays, et pas le moindre : l'Inde, qui tiendra des élections cette année et reconduira très probablement Narendra Modi à sa tête. L'Inde connaît des taux de croissance autour de 6-7 %. C'est significatif, mais l'Inde reste très en dessous de la puissance économique chinoise. Certes, l'Inde commence à jouer un rôle important en matière d'investissements et d'exportations. On sait les gros investissements qu'elle a pu faire dans le domaine de l'acier. Elle commence à pénétrer le continent africain. Elle joue aussi un rôle de plus en plus important sur le plan géopolitique, notamment avec le QUAD, une initiative regroupant l'Inde, le Japon, l'Australie et les États-Unis en vue de construire, face à la Chine, un pôle dans la zone indopacifique. Il y a cependant une différence majeure entre l'Inde et la Chine : la Chine a bénéficié et bénéficie toujours d'investissements considérables en provenance de ce qu'on appelle le monde chinois, et cela a eu un rôle important dans son spectaculaire développement économique. Il faut bien voir que les investissements chinois depuis l'extérieur, Hong Kong et Taïwan notamment, ont tiré la croissance de la République populaire et ont permis le développement fulgurant de son industrie. Les grands investisseurs taïwanais ont ainsi massivement investi dans les années 1970-1980 dans l'économie chinoise. Cela aboutit à

---

l'imbrication économique actuelle entre Taïwan et la Chine continentale (35 % des exportations de Taïwan, par exemple se font encore en direction de la seconde) et a permis le développement absolument extraordinaire de la République populaire. Un exemple résume tout : Foxconn, le géant des composants électroniques, qui est une entreprise taïwanaise, emploie plus d'un million d'employés en République populaire. La Chine a ainsi bénéficié de cette manne extraordinaire que sont les investissements chinois d'outre-mer, qui se sont massivement portés vers la Chine quand celle-ci s'est lancée dans une politique de réforme. L'Inde, en revanche, même s'il y a une expatriation indienne, n'a pas accès à une telle capacité d'investissement. Par conséquent, malgré toute sa dynamique, je vois mal l'Inde rejoindre la Chine à l'horizon de 2050 – à moins d'un effondrement chinois, qui reste toujours possible : si l'économie continue à trop ralentir, si la population a l'impression que son avenir est bloqué, on ne peut absolument exclure un blocage total de l'économie chinoise, voire une crise politique. Cela bouleverserait tous les équilibres dans la région et au niveau mondial.



---

# Questions de la salle

**Nicolas Arpagian**<sup>1</sup> : *La diaspora chinoise joue-t-elle un rôle de stabilisation en Chine, par l'apport de financements, ou a-t-elle au contraire un rôle de déstabilisation politique, notamment parce qu'elle fait l'expérience de systèmes politiques différents? Autrement dit, la diaspora est-elle une espèce de pont avancé de la Chine ou au contraire une source d'inquiétude pour le pouvoir chinois?*

*En 2015 un programme « Made in China 2025 » avait été lancé pour permettre à la Chine d'être autonome dans un certain nombre de domaines stratégiques. Avec, d'ailleurs, une relative liberté quant aux moyens d'acquérir cette autonomie, depuis l'espionnage jusqu'à l'acquisition légale d'entreprises. Nous approchons de l'échéance : les objectifs ont-ils été atteints? Qu'en est-il de cette autonomie en matière stratégique voulue par le pouvoir, qui serait de nature à le renforcer?*

---

1. Vice-président du cabinet HeadMind Partners, membre du Conseil d'orientation de l'Institut Diderot

---

**Valérie Niquet :** La diaspora a joué et joue encore un rôle économique important. Cette diaspora est importante et elle est riche, notamment en Asie du Sud-Est. Politiquement, la possibilité d'émigrer, rendue possible par Deng Xiaoping qui ouvre les frontières au même moment où il lance ses réformes, a servi, et sert encore aujourd'hui, de soupape de sécurité pour le régime. Cela a été une des composantes de sa stabilité, à la différence de l'Union soviétique et des pays de l'Est, où l'une des principales causes d'opposition était l'impossibilité de voyager. En Chine, si vous êtes insatisfait, si vous voulez améliorer votre niveau de vie, mais que vous n'avez pas de perspective, vous pouvez émigrer (si vous obtenez un visa) en gardant souvent, quand on appartient à la classe moyenne, un pied des deux côtés. D'ailleurs, un des sujets d'insatisfaction des Chinois aujourd'hui est justement que Xi Jinping a resserré considérablement la vis, notamment à l'occasion de la Covid. Il est beaucoup plus difficile d'obtenir ou de renouveler un passeport ; la lutte contre la corruption rend beaucoup plus difficiles les transferts d'argent ; Hong Kong se ferme et est contrôlé. Tout cela engendre une grande insatisfaction.

Les communautés chinoises à l'étranger ne sont pas particulièrement opposées au régime chinois. Il y a bien sûr des opposants, mais, globalement, pas de dissidence active massive et, en Chine, les gens se replient plutôt sur leur vie privée, leurs intérêts, essaient de se débrouiller. L'émigration, si elle permet d'échapper aux pressions en Chine même, a surtout pour but de trouver des opportunités

---

économiques pour soi et le clan familial. La diaspora ne me semble donc pas une force de déstabilisation, mais plutôt une soupape de sécurité, qui est peut-être en train de se fermer – il est bien plus difficile qu'avant la Covid, par exemple, d'obtenir un passeport, notamment pour les membres du Parti communiste, qui restent soumis à plus de contrôles que les autres.

Quant au « *Made in China 2025* », vous mettez le doigt sur un des grands problèmes, l'innovation. Tout est de plus en plus contrôlé : internet, interaction avec des chercheurs étrangers, etc. ce qui freine l'innovation, avec corrélativement une volonté d'acquérir, plus ou moins légalement, voire pas du tout, des technologies de pointe depuis l'extérieur, en vue de permettre à la Chine d'être autonome par rapport à l'extérieur. En matière de puces électroniques, par exemple, les États-Unis ont restreint l'accès aux technologies électroniques de pointe. On s'est alors rendu compte que la Chine est encore en retard en matière de production de puces et est dépendante des États-Unis, pour les brevets, de Taiwan, qui domine la fabrication, ainsi que des Pays-Bas et du Japon pour les machines. La Chine ne sait pas produire des puces de 3 nm, voire 2 nm, et celles de 7 nm d'un des derniers Huawei, dont la production a quand même surpris et a été vue comme un échec des restrictions américaines, n'avaient en réalité pas été produites en Chine. Ce retard et cette dépendance sont un énorme problème pour la Chine et un point d'interrogation majeur : tant que les choses étaient accessibles très facilement, tout allait très bien, mais qu'en sera-t-il dans un contexte de fermeture ?

---

On s'aperçoit que Pékin n'est pas du tout la superpuissance *high-tech* qu'on avait pu imaginer à un certain moment.

**Guy Bonassi**<sup>2</sup> : *Pourriez-vous nous dire un mot de l'Indonésie, qui combine population importante (plus de 200 millions d'habitants), dynamisme économique et volonté de non-alignement ?*

**Valérie Niquet** : L'Indonésie reste confrontée à des problèmes de développement très importants, et sa stabilité politique n'est pas assurée. Certes, elle pèse un poids considérable par sa démographie. C'est d'ailleurs, je le rappelle, le premier pays musulman dans le monde par sa population, avec en outre une forme de radicalisation qui n'existait pas par le passé : l'Indonésie est beaucoup plus stricte, du point de vue de la pratique religieuse, que ce n'était le cas il y a une vingtaine d'années. Mais je vois mal l'Indonésie devenir un des principaux moteurs de croissance économique pour l'Asie en 2050. Cela dépendra beaucoup de l'évolution politique du pays et de sa stabilité intérieure.

L'Indonésie, comme vous l'avez souligné, cherche à trouver un équilibre entre Chine et États-Unis, mais c'est le cas de l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est. Les relations avec la Chine restent importantes, ne serait-ce

---

2. Directeur de Thalès pour l'Asie et l'Amérique latine.

---

qu'en raison de la présence d'une communauté chinoise très importante. Il y a une volonté de ne pas s'aligner sur les États-Unis, tout en appréciant de pouvoir compter sur leur protection face à la Chine.

**Amy Dahan**<sup>3</sup> : *Vous n'avez pas mentionné le problème évidemment fondamental, quand on pense à 2050, du climat. C'est un défi absolument majeur pour la Chine, puisque c'est, de loin, le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, avec environ 30 % des émissions mondiales. Qu'en sera-t-il de l'énergie en Chine d'ici à 2050? La Chine est une très grande consommatrice de charbon pour encore de très nombreuses décennies. Elle dit qu'elle sera neutre en carbone en 2060, mais il est difficile d'y croire. Comment voyez-vous cela, sachant qu'en même temps, la Chine se présente sur la scène internationale comme le porte-parole du Sud global?*

**Valérie Niquet** : Il y a un paradoxe chinois relativement à la question climatique. D'un côté, la lutte contre le réchauffement est une opportunité, un stimulant qui a permis à la Chine de se positionner en leader de la production d'énergie et d'appareils décarbonés : éoliennes, panneaux solaires, voitures électriques, batteries, que le reste du monde importe. De l'autre, il y a une absence quasi totale de contrôle environnemental, ce qui permet par exemple à la Chine d'être à la tête de la production

---

3. Mathématicienne et historienne des sciences, directrice de recherche émérite au CNRS.

---

de terres rares, dont elle n'a pas forcément les plus grandes réserves, mais qu'elle exploite, en cassant les prix, parce qu'elle ne rencontre pas d'obstacles sociaux ou de contraintes en matière de protection de l'environnement.

La Chine insiste sur le fait que si le monde veut se décarboner, il est nécessaire d'en passer par les produits à bas coûts que les Chinois sont capables de fournir, qui seuls pourront rendre acceptables socialement la transition énergétique. Mais en ce qui concerne sa propre décarbonation, malgré les amorces de dialogue qui visent surtout à améliorer l'image de la Chine, la vérité est que la priorité du régime, actuellement, est le développement économique à n'importe quel coût, et certainement pas de se priver du charbon qui est une ressource extrêmement abondante et bon marché en Chine. Le charbon représente 60 % environ du mix énergétique chinois, et les choses n'évoluent pas beaucoup. La construction de centrales à charbon a repris, les Chinois en exportent aussi, vers le Pakistan par exemple, et donc la Chine n'est pas près de laisser tomber ce qui est un des moyens de son développement économique. De même, le pétrole reste très important en Chine. Il y a eu, certes, une progression importante du nucléaire, mais enfin, ça reste sous les 5 % du mix énergétique, ce qui n'empêche pas la Chine, avec qui nous avons beaucoup collaboré en matière de réacteurs, de commencer à nous concurrencer en fabriquant les siens et en songeant à les exporter, notamment en Afrique.

---

**Jean-Louis Gergorin** <sup>4</sup> : *J'ai une première question concernant la relation géopolitique entre la Chine et la Russie. Lors de la fameuse visite de Vladimir Poutine à Pékin, juste au début des Jeux olympiques de février 2022, les dirigeants des deux pays ont déclaré une amitié sans limite, d'où, au départ, un soutien économique, mais quand même prudent, de la Chine à la Russie sous sanctions après l'invasion de l'Ukraine. N'avez-vous pas le sentiment que, depuis quelques mois, la Chine prend quelques distances, qu'elle recherche aussi une certaine forme de détente avec les États-Unis, avec d'ailleurs une certaine réciprocité du côté de l'administration Biden? Poutine défend l'idée d'une espèce de confrontation hybride mondiale entre l'Occident et la Russie, l'Iran, la Chine, les BRICS, le Sud collectif, etc. La Chine ira-t-elle dans ce sens? On a le sentiment qu'elle est quand même beaucoup plus prudente et essaye de jouer un jeu plus équilibré. Cette question est importante, notamment pour nous Européens, puisque cela aura forcément un impact sur le rapport de force en Europe et en Ukraine.*

*Ma deuxième question porte sur l'affaire du Fentanyl, et d'autres drogues équivalentes, qui fait beaucoup de ravages aux États-Unis – les trafiquants commençant, d'ailleurs, à s'intéresser à l'Europe. Les matières premières semblent venir en grande partie de Chine, avec un rôle des triades chinoises. Quelle est l'attitude des autorités chinoises? Laissent-elles faire? Et serait-ce parce que ça*

---

4. Ancien diplomate et homme d'affaires français, consultant en stratégie, spécialiste des enjeux cyber.

---

*affaiblit l'Occident ? Ou est-ce l'effet d'une corruption des autorités par les trafiquants ? Autrement dit, comment interpréter ce rôle, au minimum passif, mais pas négligeable, de la Chine dans la crise des opiacés ?*

**Valérie Niquet :** Il y a eu cette fameuse déclaration avec Poutine, l'idée étant de présenter un front uni des deux grandes puissances autocratiques contre une démocratie décadente qui ne fonctionnerait pas. Je pense que Xi Jinping a véritablement cru que la Chine et la Russie avaient désormais les moyens d'imposer leur volonté. Il faut se souvenir que c'était peu de temps après le retrait américain d'Afghanistan. La Chine et la Russie, ont sans doute pensé que la seconde pouvait envahir l'Ukraine assez facilement sans véritable opposition.

La relation des deux pays est totalement asymétrique, avec par ailleurs un passif historique très lourd, qu'on a tendance à oublier. La Russie, le grand frère soviétique, a longtemps dominé son voisin, avec un certain mépris. Dorénavant, sur le plan économique, la Chine domine et il y a très certainement en Chine une sorte de sentiment de revanche. Mais la relation reste asymétrique, en faveur de la Russie, sur le plan militaire. Contrairement aux apparences, la Russie reste très dominante, notamment en matière de force nucléaire. La Russie a une expérience du combat, la Chine n'en a pas, ou très peu. Les parades et les uniformes sont magnifiques, la Chine fabrique des porte-avions, mais on ne sait pas ce qu'elle donnerait en situation de combat réel. Et je crois que les



---

Chinois ont conscience qu'il leur faut être prudents face à la Russie. Sachant que ce qui a aussi permis le développement chinois, c'est le fait que la Chine a été libérée de la menace soviétique qui occupait toute sa force le long des milliers de kilomètres de sa frontière au nord.

Il y a un intérêt pour les deux parties à mettre en avant une sorte d'alliance contre l'Occident. Mais ce n'est pas une priorité pour la Chine. Ça l'est pour Poutine, parce qu'il est isolé sur la scène internationale, mais la Chine est confrontée à des grosses incertitudes économiques, le pouvoir commence à comprendre que la provocation et l'agressivité entraînent des réactions, notamment aux États-Unis, avec les restrictions aux transferts de technologies, qui sont très dommageables pour l'avenir de l'économie chinoise, et on a donc l'impression que les Chinois sont plutôt en train de mettre un bémol à leur agressivité. Ils tentent plutôt de rétablir les choses, surtout dans la perspective des élections américaines qui pourraient voir le retour de Trump, qui n'a pas eu une attitude très positive à l'égard des intérêts chinois. Par conséquent, si à un moment la Chine éprouvait le besoin de se rapprocher des États-Unis, elle le ferait, quels que soient les intérêts de la Russie. Ce qui n'est pas sans poser problème pour nous aussi, et pour les Japonais. Il n'y a, actuellement, pas une feuille de papier à cigarette entre la position américaine et celle du Japon sur la Russie. Mais, en réalité, quand on discute avec des experts japonais, en privé, certains se demandent s'il est bon de se mettre à dos à la fois la Russie et la Chine, au lieu d'essayer de pousser un coin entre les deux.

---

J'ajoute un dernier point. Imaginons que la Chine, dans un moment de folie, décide d'envahir Taïwan, en tout cas de mettre en place un blocus dans le détroit (ce qui concrètement reviendrait pour la Chine à se bloquer elle-même, puisque 90 % de ses échanges passent par les ports du détroit). Il n'est pas du tout certain qu'elle puisse compter sur une alliance avec la Russie. Surtout, je ne suis pas du tout sûr que la Chine, malgré sa puissance économique, soit moins vulnérable que la Russie aux sanctions. On voit bien que la Russie continue ses exportations d'hydrocarbures, notamment en Inde, mais aussi en Chine, dont la Russie, je crois, est devenue, devant l'Arabie saoudite, le premier fournisseur de pétrole. La Russie continue aussi à vendre du gaz au Japon. Il y a des marchés pour les hydrocarbures russes, qui sont la principale exportation de la Russie. En revanche, alors que les exportations, comme je l'ai dit, redeviennent un des moteurs essentiels de la stabilité politique et de la croissance chinoise, des sanctions contre la Chine pourraient leur être très préjudiciables, plus qu'à la Russie. Elle n'aurait plus accès massivement aux marchés des grands pays développés qui absorbent une part très importante de sa production.

Quant au Fentanyl, je ne suis pas spécialiste de la question, mais je ne crois pas que cela fasse partie d'une stratégie délibérée destinée à détruire l'Occident. Cela me semble plutôt l'effet du « bazar » chinois, un mélange de corruption et de non-respect des normes. C'est pareil pour la contrefaçon, ou les médicaments, ça fait partie de cette économie de la corruption, avec des réseaux

---

d'exportation, comme vous le signaliez, les triades, et une absence de contrôle véritablement efficace. Ce n'est pas forcément contrôlé depuis Pékin, avec l'idée de détruire la société américaine, même si les dirigeants chinois y trouvent leur compte, avec peut-être, là aussi, dans leur esprit, un retour à l'envoyeur contre les pays qui ont poussé la consommation d'opium en Chine au XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui a gangrené le pays et lourdement pesé sur son développement.

**Shurong Rebre** <sup>5</sup> : *Je voudrais revenir sur la thématique du changement climatique. La Chine est un très vaste pays, dont 60 % de la population vit à la campagne. D'ici à 2050, quelle sera l'autonomie alimentaire de ce pays, sachant, comme vous le disiez très bien, que le mécontentement de la population serait périlleux pour le régime et que l'histoire des révoltes dans ce pays est étroitement liée aux manques alimentaires?*

**Valérie Niquet** : Il y a des phénomènes de désertification dans certaines provinces, notamment au Xinjiang, dans l'Ouest chinois, et dans le Nord, ainsi que des problèmes d'inondation au sud du Yang Tsé, que la Chine tente de résoudre par de grands projets de contrôle des eaux, ce qui est caractéristique du pouvoir chinois : l'un des premiers empereurs mythiques chinois est Yu le Grand, vénéré pour avoir contrôlé le cours des fleuves en Chine.

---

5. Ingénieure.

---

Il s'agirait notamment de dériver une partie de l'eau au Sud pour l'apporter vers le Nord. Autrement dit, de redessiner la carte hydraulique de la Chine, y compris avec des projets au Tibet. La Chine est aussi assez en pointe pour tout ce qui est ensemencement de nuages. Le Parti communiste veut ainsi donner l'impression de pouvoir contrôler la nature, pour résoudre les difficultés auxquelles la Chine fait face.

En matière alimentaire, cependant, à ma connaissance, il n'y a pas, pour l'instant, de problème majeur, que ce soit en termes de production ou d'approvisionnement, même s'il y a une réduction de la population dans les campagnes. En outre, la Chine, l'Inde aussi, acquiert progressivement des terres, notamment en Afrique, pour sa production. C'est plutôt destiné à l'exportation, mais on voit bien qu'il y a cette volonté en Chine d'assurer un contrôle des terres agricoles, y compris à l'extérieur.

**Catherine Wihtol de Wenden** <sup>6</sup> : *Vous avez signalé la fragilité des migrants ruraux en Chine, non seulement en raison de leur statut, puisqu'ils vivent illégalement comme sans-papiers, pour ainsi dire, dans leur propre pays, mais aussi à cause de leur faible capacité de consommation, dans un pays qui pourtant cherche à développer la consommation intérieure. Où en est-on, par conséquent ? Y-a-t-il des projets de réforme de leur statut, de ce*

---

6. Directrice de recherche émérite au CNRS.

---

*système archaïque, qui était en vigueur en URSS et que la Russie a abrogé juste après la chute du régime communiste, en 1993? Comment expliquer le maintien de ce système en Chine?*

**Valérie Niquet :** Le *hukou*, le passeport intérieur, est un sujet récurrent, c'est un des grands points de blocage pour le développement chinois. Parce que ceux qui y sont soumis, non seulement ont des moyens limités, mais surtout n'ont quasiment pas de couverture sociale et sont donc obligés d'économiser. La consommation finale des ménages dans le PIB de la Chine est autour de 35-40 %, c'est très bas par rapport à d'autres pays, on est autour de 55 % en France et 70 % aux États-Unis. C'est très bas, parce que les gens doivent épargner pour tous les risques. Un migrant en ville peut ouvrir un petit restaurant, des boutiques, tous ces petits commerces qu'on voit dans les grandes villes et qui sont tenus par des migrants, il peut avoir un bon chiffre d'affaires, mais doit limiter sa consommation parce qu'il n'a aucune protection et doit lui-même épargner pour sa retraite ou s'il tombe malade, parce que les soins seront extrêmement coûteux. Il peut aussi avoir économisé pour acheter son logement, ce qui est dorénavant un problème en Chine : l'immobilier augmentant en permanence, c'était une garantie, mais avec la crise, certains n'ont plus rien, voire doivent rembourser quelque chose qui n'existe même pas.

Il y a eu quelques réformes dans des provinces où les gens qui ont un *hukou* de la campagne peuvent aller s'installer

---

dans la capitale provinciale locale, qui n'offre cependant pas autant d'opportunités que les grandes villes. C'est donc limité, et surtout, cela pose un grave problème : le système de protection sociale en Chine étant essentiellement assumé par les provinces, celles-ci devraient assurer la protection de ces migrants légaux, or elles n'en ont pas les moyens. Les ressources des provinces ont même tendance à diminuer fortement puisque l'une des principales, la vente des terrains, s'est tarie ces derniers temps. Je rappelle qu'en Chine, la terre appartient au peuple tout entier, avec des systèmes de *leasing* très longs ; cependant, quand une autorité locale a besoin d'argent, elle récupère la terre, indemnise, très peu ou pas, selon les réactions, puis vend le lopin à un promoteur immobilier, qui se lance dans de grands projets de construction – ces projets, dans le cas du géant immobilier Evergrande, servant à rembourser les précédents et alimentant une pyramide de Ponzi. Tout ça s'est arrêté et par conséquent la ressource principale des autorités publiques, qui était de se débarrasser des terres qui appartiennent au peuple tout entier, est tarie. Ce qui explique le taux d'endettement des provinces. Car si l'endettement central n'est pas très élevé en Chine, celui des autorités locales est absolument considérable. Ainsi la Chine, plus précisément les provinces, n'a pas les moyens s'assumer ce qu'impliquerait une réforme du *hukou*. Par ailleurs, les classes moyennes urbaines n'ont pas envie de voir arriver plusieurs centaines de millions de travailleurs migrants dans leurs villes.

---

**Frédéric Keck**<sup>7</sup> : *À quel moment l'image de la Chine à l'international s'est-elle dégradée, celle-ci n'apparaissant plus tant comme une opportunité que comme une menace? Vous sembliez dire que le tournant était l'arrivée de Xi Jinping à la présidence de la République populaire de Chine, avec le développement d'un nationalisme agressif. Je travaille sur les épidémies en Asie et je me demande si ce basculement n'aurait pas en réalité commencé dès 2003, avec la crise du SRAS, où on se rend compte que la Chine représente aussi une menace pour la santé internationale.*

**Valérie Niquet** : Oui, cette dégradation de l'image de la Chine a été un processus continu, et on peut même remonter avant le SRAS. Quand la Chine s'est ouverte, pendant la décennie 1980, beaucoup ont pensé, aux États-Unis et en Europe, que cette ouverture économique allait graduellement déboucher sur une libéralisation politique et sociale. Or il n'y a pas eu de changement de régime. La volonté de contrôle s'est même renforcée. Le tournant, c'est évidemment 1989, qui a ouvert les yeux au monde entier. Non seulement Deng Xiaoping, qui était pourtant favorable à l'ouverture et aux réformes, a réprimé les manifestants place Tiananmen et a étouffé les espoirs d'une démocratisation progressive, mais on a vu petit à petit réapparaître, dans les années 1990, l'enseignement patriotique, le nationalisme, le contrôle des récits historiques. Cet espoir d'une évolution démocratique du régime, un peu comme à Taïwan, qui, dans les années

---

7. Directeur de recherche au CNRS.

---

1990, était encore une dictature, s'est évanoui. Il faut y prendre garde. L'effondrement de l'Empire chinois en 1911 a été la conséquence d'une incapacité du pouvoir à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle d'appliquer des réformes bouleversant le système, qui est resté bloqué, contrairement à ce qui s'est passé au Japon. On a un peu la même chose, aujourd'hui, avec un système qui veut survivre et maintient un très fort contrôle, accompagné d'un discours nationaliste comme dérivatif à toute évolution politique.

Et en matière de réputation, il y a d'abord eu le SRAS, mais évidemment la Covid a eu rôle majeur dans la dégradation de l'image de la Chine. L'absence de transparence des autorités chinoises, leur refus de partager les informations, la façon dont elles ont voulu mettre sous boisseau le problème, puis, après la flambée, la fermeture totale du pays, dont l'économie chinoise ne s'est pas encore remise, tout cela a fortement affecté la perception de la Chine à l'étranger. D'une Chine vue comme opportunité, quels que soient les problèmes, parce que ça marche, on est passé à une Chine perçue comme une menace, un risque de déstabilisation, ce qui pèse sur l'accès aux marchés, aux technologies et donc a des conséquences délétères sur le développement chinois.

**Jean-Marie Cambacérés**<sup>8</sup> : *Je retiens que l'Asie, en 2050, ce sera quand même encore beaucoup la Chine. Je voulais vous poser une question sur cette fameuse*

---

8. Ancien député et président de l'Association France-Asie.



---

*initiative de Xi Jinping, visant à étendre l'influence de la Chine : la Nouvelle route de la soie. Pourriez-vous faire un peu le point? Certains disent que ça ne marche pas, d'autres que ça fonctionne très bien, qu'en est-il?*

**Valérie Niquet :** « Route de la soie » est en fait un label. Initialement, l'idée, lancée par Xi Jinping, était d'étendre les exportations chinoises aux infrastructures – les capacités de production et d'investissement chinoises étant trop importantes pour être absorbées en Chine même. Il s'agissait d'aller construire ailleurs, d'envoyer les entreprises chinoises investir en Afrique et en Asie du Sud. Et puis c'est devenu un label : tout ce que faisait la Chine était qualifié de « route de la soie ». On a eu la « route de la soie » de l'Arctique, une autre du Pacifique, et même, pendant la crise de la Covid, une « route de la soie » des médicaments. C'est devenu une marque de l'influence chinoise, qui a bien marché puisque tout le monde s'est mis à croire que la Chine dominait le monde avec ses routes de la soie.

Et il est vrai que les routes de la soie incarnent la présence chinoise dans le monde. Il faut reconnaître que la Chine a offert une alternative aux pays les plus pauvres, que nous avons un peu laissé tomber aussi, avec des coûts bien plus abordables pour la construction d'infrastructures routières ou de trains à grande vitesse ou en matière de télécommunication. Les entreprises chinoises, bien entendu, en ont beaucoup profité : la Chine offre des prêts, c'est une entreprise chinoise qui arrive pour construire avec ses ouvriers, elle le fait avec efficacité et il n'y a pas

---

de conditions... enfin, en réalité, il y a des conditions : la Chine est très sévère sur les remboursements. Elle accepte très difficilement les rééchelonnements – on l’a vu avec le Sri Lanka. Des pays dont la Chine est le premier prêteur au niveau bilatéral peuvent être incapables de rembourser, auquel cas la Chine n’a pas d’état d’âme et impose de récupérer, par exemple, un port avec un leasing sur 90 ans.

Il faut cependant avoir deux choses à l’esprit. Tout d’abord, la Chine a actuellement beaucoup moins de capacités d’investissement que par le passé. Elle a considérablement réduit ses investissements, comme je l’ai mentionné au sujet de l’Afrique. Et, deuxième chose, le retour des BRICS est le signe que cette politique des routes de la soie tend à s’essouffler. Les BRICS avaient été un peu mis de côté par la Chine au profit des routes de la soie, qui étaient exclusivement chinoises. Ils resurgissent maintenant, dans le cadre d’un discours d’opposition contre l’Occident.

Cela me permet de conclure la matinée sur la dimension performative de notre discours sur la Chine. Plus on pense que la Chine va être la première puissance dans le monde, plus on est prêt à coopérer avec elle, à soutenir, développer des liens qui vont dans son intérêt et contribuent, en effet, à construire cette puissance. Mais que la mécanique se casse, qu’un grain de sable vienne remettre en doute notre croyance dans la trajectoire ascendante de la puissance chinoise, que nous commençons à avoir des doutes sur la pérennité du régime, et la Chine risquerait

---

de connaître une crise majeure. La puissance chinoise a ceci de fragile qu'elle dépend beaucoup de l'image qu'elle projette.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur  
[www.institutdiderot.fr](http://www.institutdiderot.fr)

---

# Les publications de l'Institut Diderot

## Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poirinral

- 
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
  - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
  - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
  - L'avenir des relations franco-russes - S.E Alexandre Orlov
  - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
  - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
  - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
  - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
  - L'avenir du conflit entre chiïtes et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
  - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
  - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
  - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
  - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
  - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
  - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
  - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
  - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
  - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
  - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
  - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
  - Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?  
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
  - L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
  - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
  - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
  - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
  - Données personnelles : pour un droit de propriété ?  
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
  - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
  - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
  - Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
  - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.  
Jean-Philippe Hubsch
  - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
  - Le Royaume-Uni après le Brexit  
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
  - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
  - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
  - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?  
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
  - La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
  - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française  
Gérard Longuet
  - L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
  - Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
  - L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
  - Construire l'économie de demain - Jean Tirole
  - L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
  - La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
  - Les trois utopies européennes - Francis Wolff
  - L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia
  - Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières ?  
Philippe Chalmin

- Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
- L'avenir du féminisme - Caroline Fourest
- Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury
- Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com - Nicolas Arpagian
- Comment manager la génération Z ? - Pascal Broquard
- Les dangers du « wokisme » - Jean-François Braunstein
- La dépression, mal du siècle ? - Hugo Bottemanne
- L'avenir du posthumanisme ou les limites de l'humain - Jean-Michel Besnier
- Transgenres et conséquences : Les transitions juvéniles et la responsabilité des adultes - Claude Habib
- Devenir transclasse : comment échapper aux destins déjà écrits ? - Chantal Jaquet
- Re-considérons le travail - Sophie Thiéry
- La droite en France - David Lisnard
- Le Moyen-Orient en 2050 - Jean-Pierre Filiu
- L'économie du bonheur - La croissance rend-elle les individus heureux ? - Claudia Senik
- L'énergie en 2050 - Marc Fontecave
- La spiritualité en 2050 - Frédéric Lenoir

## Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?  
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?  
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un « enjeu pluriel » pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddine Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique  
Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden

- Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les biotechnologies végétales - Georges Freyssinet
- L'avenir de la gauche française - Renaud Dely

## Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallentini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?  
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualazzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?  
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy
- L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley
- Santé - Évolutions mondiales, problèmes français - Jean de Kervasdoué

## Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé

# L'Asie en 2050

L'Asie, avec plus de la moitié de la population mondiale et une part du PIB mondial qui devrait doubler d'ici 2050, est en pleine expansion.

Cette croissance est portée par plusieurs facteurs, notamment l'urbanisation, l'éducation, la montée de la classe moyenne et les investissements étrangers. Cependant, la région est également confrontée à de nombreux défis, tels que la pauvreté, le vieillissement de sa population et le dérèglement climatique.

La Chine, pays le plus peuplé et le plus dynamique d'Asie, est la deuxième puissance économique mondiale. Sa croissance tend pourtant à se ralentir : il n'est pas certain que son PIB dépasse celui des États-Unis d'ici 2050.

La question de Taïwan est l'un des principaux enjeux géopolitiques de la région. La Chine considère Taïwan comme une province rebelle, et elle menace de l'annexer par la force. Les États-Unis, quant à eux, ont promis de défendre Taïwan en cas d'attaque chinoise.

L'avenir de l'Asie dépendra de sa capacité à relever les défis auxquels elle est confrontée et à gérer les tensions entre les différentes puissances régionales.

## Valérie NIQUET



© Quentin Casier

Valérie Niquet est Directrice du pôle « Asie » à la Fondation pour la recherche stratégique, rédactrice en chef de la revue « Monde chinois - Nouvelle Asie », dernier ouvrage paru « Taïwan face à la Chine : vers la guerre ? » (Tallandier, 2022, nouvelle édition, 2023).

  
INSTITUT  
DIDEROT

La présente publication ne peut être vendue.



ISBN 978-2-494240-28-5



9 78 2 494 240 28 5  
ISSN 2496-4948 (en ligne)  
ISSN-2608-1334 (imprimé)

Realisation idocomm.fr - Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.